




**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-48
Séance du 7 juillet 2022 à 18 heures 30**

Envoyé en préfecture le 21/07/2022
Reçu en préfecture le 21/07/2022
Affiché le 
ID : 034-213401342-20220707-2022_48-DE

L'an deux mille vingt-deux, le sept juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Romane Palau, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell, Mme Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Elodie Joannot pouvoir à M. Joël Salgues, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Michel Perez, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Théo Briane, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Romane Palau

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 14

Procurations : 4

Absents : 5

Votants : 18

Date de convocation et affichage

1^{er} juillet 2022

Objet : Mise en place de contrats d'apprentissage

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants ;

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

Vu la saisine du comité technique en date du 01/07/2022 ;

M. le maire expose :

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Cette démarche nécessite de nommer un maître d'apprentissage au sein du personnel communal qui aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée, au titre ou au diplôme préparé par ce dernier. Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le Centre de Formation

des Apprentis. Ce dispositif s'accompagne d'aides financières (prise en charge par le CNFPT des frais de formation et participation de l'Etat au salaire de l'apprenti) et d'exonérations de charges patronales et sociales.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants ;

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- décide de recourir au contrat d'apprentissage,
- décide d'autoriser l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement de trois apprentis conformément au tableau suivant :

Service d'accueil de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de l'apprentissage
Communication	Master marketing communication management	1 an
CLAE	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS)	1 an
Crèche	Concours puéricultrice	1 an

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 07/07/2022.

Roger CAIZERGUES
Maire



Romane PALAU
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 4.4